

***Pacte euro plus* et impasse de l'intégration européenne**

Introduction

Dominique Crozat

Membre de la direction d'Espaces Marx.

Alors que les banques et les actionnaires ont retrouvé le chemin des profits colossaux, l'Union européenne et ses gouvernements, sous la pression des marchés financiers et avec le concours du Fonds monétaire international (FMI), veulent encore renforcer l'austérité pour les peuples. Sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy et d'Angela Merkel, le *Pacte euro plus* vient d'être décidé lors du dernier Conseil européen des 24-25 mars. Ce pacte vise officiellement à une plus grande convergence des politiques nationales en matière fiscale et budgétaire face aux marchés financiers. En réalité, ce projet est porteur de mesures d'austérité drastique et profondément antisociale. C'est un véritable coup d'État des marchés financiers contre la démocratie. Il met les peuples sous la tutelle d'une politique de profonde régression sociale. Les contenus et méthodes de ce pacte sont encore plus graves que ce qu'avait prévu le Traité constitutionnel européen (TCE) refusé en 2005 par de larges majorités dans trois pays européens, dont la France.

Face aux mouvements sociaux d'ampleur qui, partout en Europe, mettent en cause ces politiques—notamment, en Grèce, en Irlande, en Grande-Bretagne, en France, en Hongrie, en Roumanie et au Portugal—et alors que, partout dans le monde, des peuples se soulèvent pour en finir avec des régimes autoritaires, l'Union européenne est à contre courant du mouvement des peuples. Le *Pacte euro plus* institutionnalise et étend les politiques d'hyper-austérité à tous les pays membres. Il impose autoritairement à chaque État européen d'engager des réformes calquées sur les politiques d'ajustement structurel

du FMI et d'en rendre compte annuellement. Au nom de la compétitivité, il oblige chaque État à baisser encore les coûts salariaux. Au nom de l'emploi, il impose « la flexisécurité », la maxi-précarité qui touche déjà 40% des actifs en Europe, et le transfert de la fiscalité du capital vers le consommateur. Il ordonne d'augmenter l'âge du départ en retraite. Chaque État doit inscrire dans sa loi fondamentale la règle d'or du « frein à l'endettement », autrement dit la réduction drastique et programmée de toutes les dépenses publiques. Cette régression sociale généralisée à l'échelle européenne s'accompagne d'un recul démocratique sans précédent : les parlements nationaux et la souveraineté budgétaire des peuples sont bâillonnés ; ordre est donné de réviser à la baisse droits syndicaux et processus de négociation sociale.

Le processus d'intégration européenne est ainsi arrivé dans une impasse, les risques de désintégration augmentent et les droites populistes et extrêmes tirent profit des divisions, angoisses, ressentiments qui se développent dans ce contexte. Face à cela, développer « le pouvoir d'interprétation » des citoyens et travailler à une refondation radicale de l'idée européenne constituent des enjeux d'une grande actualité.

Les articles qui suivent montrent comment ces politiques sont à l'œuvre dans l'Union européenne et esquissent quelques pistes alternatives.

Conrad Schuhler explique comment les politiques économiques, fiscales et salariales en Europe ont creusé les disparités entre pays de la zone euro, notamment au profit de l'Allemagne. Il souligne les ravages que produirait une sortie de l'euro et insiste plus particulièrement sur les alternatives à la politique monétaire européenne actuelle en touchant aux racines mêmes de la crise.

Alors que l'Union européenne s'était fixé comme ambition d'en finir avec la pauvreté en Europe, 10 ans après le lancement de la stratégie de Lisbonne, la pauvreté a augmenté. Francis Wurtz en dresse le constat impitoyable et montre que, dans les logiques à l'œuvre dans la construction européenne, « le social devient une variable d'ajustement de la guerre économique ». Le *Pacte euro plus* ne fait qu'ajouter à cette guerre dont sont victimes les peuples.

Ces politiques européennes ouvrent dangereusement la voie aux discours populistes et d'extrême droite développés dans le dossier de ce numéro. Pour y faire échec, il faut « redonner envie aux citoyens d'agir en politique, d'agir sur la politique et les politiques, d'en devenir acteurs et actrices » affirme Marie-Christine Vergiat, députée européenne. Il faut faire de la citoyenneté sociale et économique en Europe le pilier d'une véritable alternative.

Le Parti de la gauche européenne (PGE), comme on peut le constater dans l'interview de son président, Pierre Laurent, est fermement opposé à ce pacte qui constitue une « une amplification dramatique des mécanismes actuels de super-austérité sociale et de soutien aux marchés financiers ». Il a lancé un appel à créer des fronts de résistance partout en Europe.

La recherche de convergences dans les luttes en Europe devient une urgence. De nombreuses conférences, initiatives, appels y travaillent les obstacles doivent être discutés, les fausses solutions évitées. C'est ainsi qu'à l'initiative des forces impliquées dans le Forum social européen et dans les mobilisations sociales, en partenariat avec le groupe parlementaire GUE/NGL, se tiendra au Parlement européen, le 31 mai 2011, une conférence européenne pour dire stop à l'austérité, à la dette, à la destruction sociale, et construire ensemble riposte et alternatives. Nous y reviendrons dans le prochain numéro de *Transform !*. Dans ce numéro, nous publions également les conclusions de la «Conférence sociale de printemps» (*Joint Social Conference*) qui a rassemblé mouvements et syndicalistes à Bruxelles en mars dernier.

